



DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA EDUCATION

Monsieur le Directeur Académique,

Madame la Secrétaire générale,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le CTSD carte scolaire 2020 tant attendu se tient enfin. En ce qui concerne le calendrier, l'UNSA Education dénonce une nouvelle fois cette date tardive liée tout d'abord aux élections municipales : ce choix politique fait vivre des milliers de personnels dans l'attente et l'inquiétude d'un avenir incertain. Quand un enseignant, une enseignante se trouve dans une école où il y a un retrait d'emploi prévu, il est impossible pour lui de se projeter, d'envisager l'année suivante.

Et cette année... c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : personne n'avait prévu que l'infiniment petit viendrait perturber notre année scolaire et toute l'organisation qui en découle.

Pour la prochaine carte scolaire en période électorale, nous vous suggérons de conserver le calendrier initial, cela évitera bien des déconvenues.

M le ministre a annoncé qu'il n'y aura pas de fermeture de classe en milieu rural si la municipalité s'y oppose. Vous nous avez affirmé Mr le DASEN que dans notre département cela concerne toutes les communes de moins de 5000 habitants. La mesure de M Blanquer risque de creuser davantage les inégalités dans les quartiers défavorisés des villes. (Ces mêmes inégalités dont nous a parlé le Président de la République pour justifier la reprise de l'école après le 11 mai).

L'école rurale a besoin d'être préservée, mais pas au détriment de populations fragile en milieu urbain.

Les décisions unilatérales du ministre sont irritantes. Le sort du dispositif PDMQC semble scellé. Dans notre département au regard des retours faits par les écoles, nous pensons que la suppression de ce dispositif affaiblira l'encadrement pédagogique. Surtout que cette année les ouvertures de classes vont se faire rares dans les villes. Rappelons que ce sont des écoles qui, pour la plupart étaient classées REP ou sont estampillées politique de la ville. Ce dispositif permet de prendre en charge également les élèves non francophones, lorsqu'ils ne bénéficient plus ou pas d'un accompagnement UPE2A.

L'UNSA Education rappelle l'urgence d'une nouvelle cartographie de l'éducation prioritaire.

Des dotations de postes sont tombées du ciel pour le premier degré. Nous ne pouvons que saluer cet apport, mais, Par contre le second degré est sacrifié. C'est encore un choix politique : pour les écoles, l'Etat fait une faveur aux maires. Et pour les collèges et lycées ? Dans le contexte de crise sanitaire puis de reprise cette année ou à la rentrée, comment prendre de nouvelles dispositions ? Quel accompagnement pédagogique mettre en place ? Et la résilience ?

Nous avons également une pensée pour tous les personnels santé et sociaux de l'Education Nationale. Cette fin d'année est rude pour elles et eux : les infirmières et médecins vont être des réquisitionnés volontaires en hôpital

public. Et en septembre ? Est-ce que tout le monde ira bien ? Personnels comme élèves ? Les violences intra familiales augmentent. Il faudra accompagner tous ces élèves et toutes ces familles.

Notre requête n'est pas nouvelle. Nous voulons des moyens supplémentaires pour une Education de qualité.

Nous tenons à remercier les services pour le travail accompli. Dans la précipitation, Mme la Rectrice avait oublié de le faire dans son premier courrier.

Nous tenons également à souligner la qualité du dialogue social dans notre département. Nous vous remercions d'avoir fait le choix de la visio-conférence et de nous avoir proposé des temps d'échanges. Nous sommes tout de même dans l'incertitude quant à l'issue de cette carte scolaire. Nous ne manquerons pas d'intervenir même si nous savons que certains choix sont déjà faits.

Merci de votre attention

Vos représentants UNSA Education : Françoise Everitt,, Agnès Fleury, Nicole Méline